

**Avis n° 03-425 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 25 mars
2003 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002154 relative à la modification
des tarifs des liaisons louées nationales**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L.35, L.35-5 et L.36-7 ;

Vu la directive 92/44/CEE du Conseil des communautés européennes du 5 juin 1992 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées ;

Vu la directive 97/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 1997 modifiant les directives 90/387/CEE et 92/44/CEE en vue de les adapter à un environnement concurrentiel dans le secteur des télécommunications ;

Vu les articles D.369 et suivants du code des postes et télécommunications ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 2 janvier 2003 ;

Vu les éléments d'information complémentaires fournis par France Télécom le 24 janvier 2003 et le 28 février 2003 ;

Après en avoir délibéré le 25 mars 2003 ;

1. Le contexte

L'Autorité rappelle que les offres de liaisons louées aux clients sont soumises à certaines obligations au titre de :

- l'orientation des tarifs vers les coûts ;
- l'obligation de disposer d'un système de comptabilisation des coûts permettant de vérifier l'orientation des tarifs vers les coûts ;
- la publication d'informations sur les conditions de fourniture et de cessation de fourniture des liaisons louées ainsi que sur leurs tarifs ;
- l'établissement d'indicateurs de qualité ;
- la fourniture obligatoire d'un ensemble minimum de liaisons louées au sein de l'espace européen.

Les liaisons louées fournies par France Télécom sont soumises à homologation et font l'objet, préalablement, d'un avis de l'Autorité de régulation des télécommunications, conformément à l'article L.36-7-5° du code des postes et télécommunications.

2. La décision tarifaire n°2002154 de France Télécom

Cette décision tarifaire concerne :

- l'arrêt de commercialisation des liaisons louées numériques Transfix 2.0 à 384 Kbit/s et à 768 Kbit/s ;
- la hausse des tarifs d'abonnement mensuel pour les liaisons louées analogiques 2 et 4 fils de qualité normale et les liaisons louées numériques Transfix bas débits (2400 bit/s, 4800 bit/s et 9600 bit/s). Ces hausses vont de 10% pour les distances les plus courtes et diminuent progressivement entre 0 et 50 kilomètres jusqu'à s'annuler pour 50 kilomètres et au-delà, les tarifs restant inchangés ; pour l'ensemble de ces distances, les frais d'accès au service restent inchangés ;
- la baisse des liaisons numériques Transfix à 2048 Kbit/s : les baisses sont comprises entre 5 et 10% et portent sur les tarifs d'abonnement mensuel pour l'ensemble des distances.

3. L'analyse de l'Autorité

Les trois éléments de la décision tarifaire de France Télécom sont examinés sous des angles différents :

- l'arrêt de commercialisation de deux services relève des dispositions correspondantes ;
- la hausse de tarifs des liaisons louées analogiques et de ceux des liaisons louées numériques bas débit doit être examinée sous l'angle de ses conséquences pour les clients de France Télécom (le service est fourni actuellement en quasi-monopole) ;
- la baisse du tarif des liaisons louées numériques à 2048 Kbit/s doit être examinée sous l'angle de l'effet pour les concurrents de France Télécom et donc de la concurrence à long terme sur ce segment de marché.

3.1. L'arrêt de la commercialisation des liaisons louées numériques Transfix 2.0 à 384 Kbit/s et à 768 Kbit/s

a) Le dispositif envisagé par France Télécom

France Télécom envisage dans sa décision tarifaire l'arrêt de la commercialisation des liaisons louées numériques Transfix 2.0 à 384 Kbit/s et à 768 Kbit/s à partir du 1er octobre 2003 (soit à l'expiration d'un préavis de 6 mois après homologation de la décision tarifaire par le ministre) ; il ne s'agit pas de l'arrêt de l'exploitation du service.

b) Analyse de l'Autorité

L'Autorité considère que la modalité d'arrêt de commercialisation du service de France Télécom (préavis de 6 mois entre la décision tarifaire et la date de l'arrêt de commercialisation des liaisons) est raisonnable, et devrait assurer une information suffisante des consommateurs.

3.2. La hausse des tarifs des liaisons louées analogiques et numériques bas débit

Les liaisons louées analogiques et les liaisons numériques bas débit représentent encore une partie importante du parc de liaisons louées mais ce parc est en diminution (les liaisons analogiques de l'ordre de 30% du parc et 10% du chiffre d'affaires des liaisons louées nationales et les liaisons louées numériques bas débit environ 4% du parc total et 3% du chiffre d'affaires des liaisons louées nationales). Elles sont principalement concentrées sur les courtes distances. Ce sont des liaisons de technologie ancienne et pour lesquelles France

Télécom n'a pas de concurrent, les opérateurs nouveaux entrants n'offrant pas ce type de liaisons.

a) Sur le compte d'exploitation prévisionnel des liaisons louées analogiques et celui des liaisons louées numériques bas débit

L'Autorité a examiné les comptes d'exploitation prévisionnels de l'année 2003 fournis par France Télécom :

- un compte relatif aux liaisons louées analogiques (2 fils et 4 fils) ;
- un compte relatif aux liaisons louées numériques bas débit ;

France Télécom n'a pas fourni ces comptes par classes de distances, ni d'explications précises sur le niveau des coûts.

Néanmoins, selon ces comptes d'exploitation prévisionnels, la hausse des tarifs proposée se justifie par la diminution des marges négatives sur les services, et donc par une meilleure orientation des tarifs vers les coûts.

b) Sur les comparaisons internationales

L'Autorité a souhaité comparer le prix mensuel d'abonnement des lignes louées analogiques de France Télécom avec celles des opérateurs historiques au sein de l'Union européenne (Belgique, Danemark, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède) à la fin de l'année 2002. Cette comparaison a porté sur cinq distances représentatives : 2 km, 5 km, 10 km, 50 km et 200 km.

Cette comparaison révèle que les tarifs de France Télécom sont plus élevés que ceux de la quasi totalité de ses homologues, avec des écarts de l'ordre de 30 à 70% selon les distances.

En ce qui concerne les liaisons louées numériques bas débit, il n'apparaît pas que les offres Transfix numériques bas débit de France Télécom aient d'équivalent à l'étranger.

c) Sur les effets sur les utilisateurs

Les hausses de tarifs des liaisons analogiques et numériques bas débit se traduisent par une augmentation de la facture des clients d'environ 3% à parc constant pour les liaisons louées analogiques (toutes classes de distances confondues) et de 4,3% pour les liaisons louées numériques bas débit (toutes classes de distances confondues).

3.3. La baisse des tarifs des liaisons louées numériques à 2048 Kbit/s

a) Sur le compte d'exploitation prévisionnel des liaisons louées numériques à 2048 Kbit/s

Le compte d'exploitation prévisionnel des liaisons louées numériques à 2048 Kbit/s pour l'année 2003 présente une marge positive globalement et pour toutes les classes de distance (1-10 kilomètres, 11-50 kilomètres et plus de 50 kilomètres), avec des marges très faibles sur les courtes distances et plus importantes sur les moyennes et longues distances.

France Télécom indique que les coûts de réseau général utilisés pour son compte d'exploitation prévisionnel ont été établis sur la base des coûts historiques prévisionnels de l'année 2003. Cette valorisation des coûts de réseau général aurait dû être faite en CMILTs (Coûts moyens incrémentaux de long terme), afin d'assurer une cohérence entre offre d'interconnexion de liaisons louées et offre de détail, conformément au cahier des charges de

l'opérateur (1). France Télécom n'a pas non plus fourni les informations demandées par l'Autorité (facteurs de routage des liaisons numériques de détail à 2048 Kbit/s) détaillant l'usage fait par les liaisons louées de détail du réseau général et permettant d'apprécier le positionnement respectif des offres d'interconnexion et de détail.

Dans ces conditions, l'Autorité n'est pas en mesure de s'assurer de l'absence de caractère prédateur des tarifs des liaisons louées numériques à 2048 Kbit/s. Un retraitement opéré par l'Autorité valorisant les coûts du réseau général en CMILTs, qui conduit à une hausse sensible des coûts d'usage du réseau, semble même indiquer que les tarifs des liaisons numériques à 2048 Kbit/s pourraient être prédateurs, tout au moins sur les courtes distances.

b) Sur les comparaisons internationales

L'Autorité a effectué une comparaison des tarifs des liaisons louées numériques à 2048 Kbit/s de France Télécom avec ceux des mêmes pays de l'Union européenne que pour les liaisons analogiques et pour les mêmes classes de distance (2, 5, 10, 50 et 200 kilomètres). Il ressort de cette revue que les tarifs de France Télécom pour les liaisons à 2 Mbit/s se situent à un niveau intermédiaire, nettement supérieurs aux meilleurs (Suède, Allemagne, Danemark) mais bien inférieurs aux pays formant le " haut " de la fourchette (Italie ou Espagne).

c) Sur les effets sur les consommateurs

La baisse des tarifs des liaisons louées numériques à 2048 Kbit/s se révèle favorable aux acheteurs de cette offre qui sont, à hauteur de plus de 80% du chiffre d'affaires de cette offre, des opérateurs (notamment les opérateurs mobiles) pour les besoins propres à leur réseau. La facture de ces clients diminuerait en moyenne de 6,1%.

4. Conclusions

En ce qui concerne l'arrêt de la commercialisation des liaisons numériques Transfix 2.0 à 384 Kbit/s et 768 Kbit/s, l'Autorité émet un avis favorable, à la condition expresse que France Télécom respecte le préavis de 6 mois avant d'arrêter la commercialisation de ces liaisons.

L'Autorité se prononce favorablement sur les évolutions tarifaires des liaisons louées analogiques et des liaisons louées numériques bas débit : la hausse de tarifs a un effet modéré sur la facture globale des clients et améliore l'orientation vers les coûts pour cette catégorie de liaisons.

En ce qui concerne les tarifs des liaisons louées numériques à 2048 Kbit/s, l'Autorité, même si elle est favorable à la baisse des prix, est conduite, compte tenu des conventions de valorisation adoptées par France Télécom, et en l'absence d'informations sur les facteurs d'usage par les liaisons louées de détail des ressources du réseau général, à considérer que les baisses de tarifs envisagées sont de nature, d'une part, à présenter un caractère prédateur et, d'autre part, à introduire une discrimination dans l'usage du réseau général entre les prestations de détail et celles d'interconnexion.

C'est pourquoi l'Autorité émet un avis défavorable à la baisse des tarifs des liaisons numériques à 2048 Kbit/s.

Elle considère que ces éléments devront être approfondis au plus tard dans le cadre de l'approbation des tarifs de l'offre d'interconnexion de l'année 2004. A cette occasion, l'Autorité s'assurera de la cohérence de valorisation entre prestations de détail et prestations d'interconnexion.

Si, toutefois, France Télécom entendait procéder dès à présent à une baisse portant sur l'offre de liaisons louées d'interconnexion, qui soit homologue et concomitante à celle envisagée en

ce qui concerne la prestation de détail dans la présente décision tarifaire, l'Autorité serait disposée à émettre un avis favorable sans attendre l'issue des discussions relatives au catalogue d'interconnexion 2004.

Le présent avis sera transmis d'une part au Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la Ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2003,

Le Président

Paul Champsaur

(1) Le Chapitre XIII (Conditions nécessaires pour assurer une concurrence loyale - article 13.2. Non discrimination) du cahier des charges de France Télécom stipule que : " la méthode d'évaluation des coûts (du réseau général) utilisée par l'opérateur est la même que celle utilisée pour établir les tarifs de ses services d'interconnexion ".